

Pollution: la grogne monte en Europe face au refus de payer de l'industrie

BRUXELLES (AFP) - Le refus des grands groupes industriels européens de payer pour la pollution et leurs menaces de délocalisations en vue de pousser les dirigeants de l'UE à renoncer à une telle mesure suscite des irritations grandissantes.



© AtlasVista

Un logo de la compagnie pétrolière Shell près de Chester, au Royaume-Uni, le 31 janvier 2008 (© AFP/Archives - Paul Ellis)

Le patron de Shell France, Christian Balme, l'a constaté cette semaine à Bruxelles au Parlement européen lorsqu'il a évoqué un arrêt des investissements du géant pétrolier en Europe si les permis d'émission de CO2 dans l'UE deviennent payant, comme le prévoit un plan d'action européen contre le réchauffement climatique.

"Si les quotas sont mis en enchères, cela va coûter très très cher. Pour le groupe Shell, cela représentera l'équivalent de ses profits en Europe. C'est impossible. Alors il n'y aura plus d'investissements de Shell en Europe", a-t-il averti lors d'un débat.

Les pays de l'Union européenne se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dont le CO2, de 20% d'ici à 2020.

Pour y parvenir, la Commission européenne a présenté en janvier un plan d'action visant en particulier à faire payer à partir de 2013 les droits d'émissions accordés aujourd'hui gratuitement à quelque 12.000 entreprises européennes. La mesure pourrait rapporter 40 milliards d'euros par an.

Les dirigeants européens, sous pression des industries énergivores pour assouplir le dispositif, entendent trouver un accord fin 2008.

"Le changement climatique est une réalité et il nous faut d'urgence mettre en oeuvre des dispositifs pour le freiner", a rappelé l'eurodéputée socialiste française Catherine Guy-Quint aux représentants des groupes Lafarge (ciment), Bayer (Chimie), Shell (pétrochimie) venus participer à ce débat.

Le cimentier Lafarge a menacé de geler près d'un milliard d'euros d'investissements prévus en Europe pour obtenir l'abandon du projet de mise aux enchères des droits de polluer.

Le plan européen sur le climat "a un coût pour l'Europe, il faudra trouver chaque année entre 70 et 160 milliards d'euros pour assumer toutes nos responsabilités", et le système d'enchères permettrait de débloquer des fonds, a-t-elle souligné.

Elle fait valoir que "le budget de l'Union européenne est bloqué à 130-140 milliards d'euros par an jusqu'en 2013", qui donne peu de marge de manoeuvres.

A ses yeux, les délocalisations des industriels constituent un "chantage" et seraient contre-productives en terme de coûts.

"Le pétrole coûte très cher et je ne vois pas quand, ni comment la hausse sera freinée. Les coûts des transports vont augmenter à court terme, ce qui signifie que ramener la production de Chine ou d'ailleurs va signifier perdre de la rentabilité", dit-elle.

Ce sentiment est partagé par les ONG. "Il ne faut pas se moquer du monde. Ces méga-groupes engrangent des superprofits alors qu'ils sont les principaux pollueurs de la planète", soutient Sébastien Godinot de l'Organisation les Amis de la Terre.

Les grands émetteurs de gaz à effet de serre "bloquent les responsables politiques dans un schéma archaïque qui veut que plus de croissance impose plus d'énergie afin de produire plus", déplore-t-il.

Pour les écologistes, le passage à un système de "pollueurs-payeurs" est justifié par le fait que le mécanisme gratuit actuel se traduit par une poursuite de la hausse des émissions de CO2 de l'industrie européenne qui, à leurs yeux, ne jouent donc pas le jeu. Elles ont augmenté l'an dernier de 1% environ.

Les émissions de CO2 --plus de 2 milliards de tonnes-- représentent la moitié des émissions de gaz à effet de serre de l'UE. L'autre moitié provient des transports, de l'agriculture, des déchets.

Publié le: 10/04/2008 à 17:32:20 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/pollution-grogne-a126391.html>